



Le CORONA-virus est dangereux, il s'en prend aux plus faibles d'entre nous, il tue !

Alors nous mettons en places des moyens de protections, des masques, des vaccins, des distances sanitaires.

Le CAPITALO-virus, est encore plus dangereux, lui aussi s'en prend aux plus faibles, lui aussi tue !

Il détruit nos droits, nos conditions de travail, de santé, d'éducation, nos retraites. Il appauvrit les plus pauvres et enrichit les plus riches, nous isole les uns des autres, détruit l'environnement. Nous n'avons pas de masques, ou de vaccins contre le capitalisme, notre seule arme c'est l'organisation et la lutte pour nos droits !

La crise sanitaire a bon dos !

Nous n'avons plus aucune liberté à part travailler et rentrer chez nous. Les grands groupes multiplient les plans de licenciements, s'en servent de chantage pour réduire nos conditions de travail (augmentation des cadences, passage en 2x8, mise en concurrence des salarié.e.s...).

**Jamais nos libertés n'ont été autant attaquées !
Jamais le CAC40 n'a fait autant de bénéfices !**

**Alors tous ensemble, disons STOP !
Le 4 février toutes et tous en grève !!!**

Il nous faut surtout un réel plan de lutte contre la précarité, les 32 h, des reconversions écologiques et sociales, des moyens pour les services publics, une réelle revalorisation salariale !

La situation actuelle ne nous laisse pas le choix ni le temps : c'est une réelle transformation sociale, écologique, féministe, anti-raciste qu'il nous faut imposer désormais !

657 plans de licenciements comptabilisés entre le 1er mars et le 22 novembre 2020 !



CA SUFFIT !

L'argent public accordé aux directions d'entreprises doit être placé sous contrôle des salarié-e-es et de leurs représentant-e-s.

Alors que les entreprises privées ont bénéficié de milliards d'aides publiques sans aucune contrepartie. Pire, certaines grandes entreprises du CAC 40 ont versé des dividendes juteux à leurs actionnaires, la crise du COVID leur ayant été plus que profitable, comme le laboratoire SANOFI.

Des centaines milliers d'emplois sont ou vont être supprimés dans les entreprises privées : Michelin, Renault, Bridgestone, PSA, Airbus, etc.... **La crise sanitaire accentue la crise économique et sociale que vivent déjà les salariés depuis des années.** C'est tous les secteurs industriels avec leurs sous-traitants qui sont touchés.

La plupart des ces entreprises ont pendant des années récupéré de l'argent public sans contrepartie en terme d'emplois, de salaires, de conditions de travail ou de projets industriels au service de la population. Cette gabegie d'argent public continue enrichit les actionnaires au détriment de l'emploi et des conditions de travail. Les gouvernements successifs pour des raisons électorales, aidés par les élus locaux ouvrent les vannes des budgets publics pour soit disant des créations d'emplois mais laissent aux patrons des entreprises une totale liberté sur la répartition / utilisation de cet argent.

Nous soutenons toutes les équipes syndicales en lutte pour l'emploi et contre les suppressions d'emplois et lançons une grande campagne **pour le contrôle des comptes des entreprises, en permettant l'émergence d'une mobilisation forte pour arrêter les politiques capitalistes.**



SUD Industrie 49 – 14 place Imbach 49100 Angers

contact@sudindustrie49.org

01/02/2021

RÉALISONS LA CONVERGENCE DES LUTTES PUBLIC/PRIVÉ EN GRÈVE ET EN MANIF PARTOUT LE 4 FÉVRIER À L'APPEL DE L'INTERSYNDICALE CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNEF, UNL.

L'année 2020 a été marquée par une grave crise sanitaire liée au virus de la Covid-19, qui a aggravé la crise économique, sociale et environnementale que nous vivons depuis plusieurs décennies. Elle est pour de très nombreuses entreprises, notamment les plus grandes, le prétexte pour effectuer des restructurations avec des dizaines de milliers de suppressions d'emplois à la clé.

Cette situation dramatique frappe en particulier les plus jeunes : ceux qui comptaient sur ces emplois pour financer difficilement leurs études ainsi que ceux qui sont en quête d'un premier job et d'une première expérience professionnelle. Cette situation a également des conséquences graves sur la vie quotidienne de nombreux citoyens, la pauvreté se développe et les associations caritatives voient exploser les demandes d'aide alimentaire.

Plus de 100 milliards d'euros ont été dégagés en quelques semaines, s'ajoutant aux centaines de milliards du premier plan de soutien « Covid ». Mais à quoi et à qui va servir cet argent public ?

Tous les grands groupes qui en ont bénéficié ont annoncé des suppressions d'emplois, et toutes les catégories professionnelles sont aujourd'hui touchées. **Rien pour les petits salaires**, la ministre du Travail annonce, presque comme une provocation, une revalorisation du SMIC en dessous d'1% pour 2021 : ce qui fera passer le taux horaire de 10,15€ à 10,25€. Alors même que, fin 2020, selon l'Unedic le pays compte 900 000 privés d'emploi et un million de pauvres supplémentaires, le CAC 40 a gagné 1000 points en trois semaines. Depuis sa création, les résultats de novembre 2020 sont les meilleurs encore jamais enregistrés.

Ce constat impose de contrôler et de conditionner socialement et écologiquement les aides publiques. Il faut un véritable plan de relance combinant investissement public massif et soutien des revenus des plus fragilisés ou précaires. Il n'y a pas de fatalité au chômage, à la précarité. Tout est une question de choix, avant tout des choix politiques et gouvernementaux. C'est pourquoi l'intersyndicale CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNEF et UNL propose des solutions concrètes et immédiates, notamment :

- 🔑 **La conditionnalité de toutes les aides publiques** au maintien ou à la création d'emplois et leur contrôle ;
- 🔑 **La suppression des dividendes versés aux actionnaires** des grands groupes pour l'année 2020, soit l'équivalent de 60 milliards d'euros qui doivent être réorientés pour le social, l'économie, l'environnement ;
- 🔑 **Le développement des services publics** sur l'ensemble du territoire par la création de 500 000 emplois dans la Fonction publique ;
- 🔑 Une autre réforme de l'assurance chômage avec **l'ouverture de droits à toutes et tous, y compris pour les jeunes en recherche du premier emploi** ;
- 🔑 **Un plan d'investissement dans les universités et les CROUS** et un plan d'urgence pour les étudiants

EN GRÈVE
LE
4 FÉVRIER

CONTRE
LA PRÉCARITÉ
POUR
L'EMPLOI
POUR
LES 32 HEURES
POUR
LES SERVICES PUBLICS

Union
syndicale
Solidaires

TOUTES ET TOUS
10H30
Place TRAVOT
CHOLET

